

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

CHE: Lee White face aux préoccupations des populations de l'Ogooué-Ivindo

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

DANS le cadre des concertations provinciales sur le Conflit homme-éléphant (CHE), le ministre des Forêts, Lee White, en tournée de sensibilisation, et sa collègue des Affaires sociales, Prisca Koho-Nlend, ont devisé, le 19 juillet dernier, avec les populations des départements de l'Ivindo, de la Lopé, de Mvounou et de Zadié. Parmi les causes liées à cette trop grande proximité des pachydermes avec les villages, il y a le braconnage, le trafic du bois, les changements climatiques, la destruction des habitats pro-

pices aux éléphants, l'exploitation anarchique des ressources naturelles, qui se matérialisent par un déséquilibre écologique impliquant des chambardements dans la faune sauvage. Le cri d'alarme des populations de l'Ogooué-Ivindo se traduit par les propos d'un cultivateur, selon lequel "les éléphants n'ont plus de quoi manger. Ils sont à la recherche de leur nourriture dans nos plantations; ils se rendent même derrière nos maisons. Les mamans ne peuvent plus puiser de l'eau ou encore aller chercher du bois de chauffage. Si nous ne trouvons pas une solution à ce problème, nous risquons de faire face à la famine".



Photo: DR
Le ministre Lee White et ses collègues face aux populations.

Face à ces préoccupations légitimes, le chef du département des Eaux et Forêts a réitéré son engagement à résoudre ce problème de manière pérenne afin d'assurer la sécurité alimentaire des communautés à la base et

améliorer leurs conditions de vie. Et Lee White de réaffirmer: "Nous sommes profondément touchés quant aux difficultés auxquelles vous faites face au quotidien. C'est la raison pour laquelle Mme la Première mi-

nistre a initié les consultations à travers les neuf (9) provinces de notre pays. J'entends porter la voix des populations impactées par ce fléau lors des assises de Libreville prévues du 12 au 13 août 2021".

Employabilité des jeunes: exercice d'explication des nouvelles dispositions du Code du travail

AEE
Libreville/Gabon

LE directeur général de l'Office national de l'emploi (ONE), Hans Landry Ivala, en sa qualité de chef de la Task force sur la facilitation de l'accès à l'emploi, s'est entretenu dernièrement avec l'association des microfinances. Il s'agit d'exposer à ses membres les nouvelles dispositions du Code du travail. Un échange effectué dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT), qui propose d'ici 2023, un programme d'aide à l'emploi à près de vingt milles jeunes. "Et pour cela, nous avons besoin des acteurs du secteur privé qui sont des partenaires classiques et traditionnels de l'ONE", a fait savoir Hans Landry Ivala. "Dans le cadre de la stratégie de mise en œuvre des dispositifs d'aide d'accès à l'emploi, nous devons rencontrer l'ensemble des secteurs d'activité puisque chaque

secteur d'activité a ses propres spécificités. Et là nous sommes avec le secteur de la microfinance. Nous avons profité de la récente adoption du Code du travail, qui attend d'être promulgué très prochainement par le président de la République, et dans cette démarche pro active, nous avons échangé en bonne intelligence sur les dispositifs d'aide à l'emploi qui sont définis dans ce futur Code du travail, essentiellement le contrat d'apprentissage, le contrat de professionnalisation qui est un contrat en alternance puisque nous savons que pour pouvoir passer d'une éducation comme celle que nous avons connue, qui a vu une inadéquation formation-emploi, à une éducation pour l'emploi qui permet de répondre aux meilleures exigences du marché de l'emploi, il faut impliquer directement le secteur privé dans le dimensionnement de l'offre pédagogique", a-t-il longuement expliqué.

Continuité de la signalisation: Gabon Telecom investit 10 milliards de FCFA

G.R.M
Libreville/Gabon

MOOV Africa Gabon Telecom va consacrer une enveloppe de 10 milliards de FCFA, sur la période 2021-2022, conformément à son engagement de permettre l'utilisation des nouvelles technologies par le plus grand nombre, avec pour visée d'offrir le haut débit pour tous. Aussi, le 16 juillet passé, son directeur général, Abderrahim Koumaa, a-t-il engagé son entreprise dans un vaste programme d'investissement pour assurer la continuité de la signalisation sur les axes routiers, à travers les neuf provinces du Gabon. C'était en présence du président du Conseil de régulation de l'Arcep, Lin Mombo qui a d'ailleurs



Photo: GMNN
L'entreprise veut couvrir tout le pays.

encouragé l'entreprise dans ce "programme visant à réduire la fracture numérique par le déploiement des infrastructures de télécommunications jusque dans les zones les plus reculées du pays". La zone Makokou-Okondja constitue le point de lancement de cet ambitieux

programme de couverture de service. Lequel se caractérise par l'offre de services voix et internet haut débit (jusqu'à 10 mégabits par seconde) aux habitants des axes concernés; la couverture en service voix et internet 4G d'environ 600 km d'axes routiers ainsi que de 141 villages.